

Sur la proposition de la Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 87 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 septembre 2005 relatif à l'adoption internationale, il est ajouté un alinéa deux rédigé comme suit :

« Par dérogation à la norme de programmation visée à l'article 38, cinq services d'adoption au maximum peuvent être agréés jusqu'au 30 septembre 2011. »

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 26 janvier 2007.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a l'Assistance aux Personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 janvier 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
Mme I. VERVOTTE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 855

[C - 2007/29016]

**25 JANVIER 2007. — Décret portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public.

#### CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Autorité publique :

a) La Communauté française;

b) Les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement de la Communauté française;

c) Les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature qui :

— ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et

— sont dotées d'une personnalité juridique;

— et dont soit l'activité est financée majoritairement par les autorités ou organismes mentionnés au a) ou b), soit la gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par ces autorités ou organismes;

d) Les associations formées par une ou plusieurs autorités publiques visées au a), b) ou c);

2° Document administratif : toute représentation d'actes, de faits ou d'informations ainsi que toute compilation de ces actes, faits ou informations, quel que soit leur support (écrit sur papier ou stocké sous forme électronique ou enregistrement sonore, visuel ou audiovisuel) détenue par l'autorité publique.

Les programmes informatiques ne sont pas des documents administratifs;

3° Données à caractère personnel : toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

4° Réutilisation : l'utilisation de documents administratifs, dont les autorités publiques disposent, à des fins commerciales ou non commerciales, autres que l'objectif initial de la mission de service public pour lequel les documents administratifs ont été produits.

L'échange de documents entre organismes du secteur public aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public ne constitue pas une réutilisation;

5° Licence : document émanant d'une autorité publique destiné à fixer les conditions de réutilisation dans le chef des deux parties, l'autorité concédant les documents et le bénéficiaire de ceux-ci;

6° Disposer : être en possession de ou avoir un certain contrôle ou être géré pour une autorité publique.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique à tous les documents administratifs, revêtus d'un caractère complet et achevé, dont les autorités publiques disposent et décident de mettre à disposition de tiers à des fins de réutilisation. Les autorités publiques disposent d'un pouvoir d'appréciation en la matière.

§ 2. Le présent décret ne s'applique pas :

1° Aux documents administratifs dont la fourniture est une activité qui ne relève pas de la mission de service public dévolue à l'autorité publique concernée;

2° Aux documents administratifs dont des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle;

3° Aux documents administratifs qui ne sont pas accessibles compte tenu des règles d'accès en vigueur y compris pour des motifs de :

— Protection de la sécurité nationale, de défense ou de sécurité publique;

— Confidentialité des données statistiques ou des informations commerciales;

— Défaut d'intérêt personnel au cas où un intérêt personnel doit être démontré pour obtenir l'accès aux documents administratifs;

4° Aux documents administratifs détenus par des radiodiffuseurs de service public ou leurs filiales et par d'autres institutions ou leurs filiales pour l'accomplissement d'une mission de radiodiffusion de service public;

5° Aux documents administratifs détenus par des établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et par des établissements de recherche, y compris des organisations créées pour le transfert des résultats de la recherche;

6° Aux documents administratifs détenus par des établissements culturels.

Les documents administratifs qui sont mis à disposition inconditionnellement par une autorité publique ne tombent pas sous le champ d'application du présent décret.

#### CHAPITRE III. — *Principes de réutilisation de documents administratifs*

**Art. 4.** Un document administratif qui comporte des données à caractère personnel ne peut être réutilisé qu'à condition que l'autorité publique ait pris les mesures de précaution nécessaires afin d'occulter l'identité de la personne à laquelle les données à caractère personnel ont trait en particulier en rendant les informations anonymes, conformément à la définition donnée à l'article 1<sup>er</sup>, 5° de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**Art. 5.** Les documents administratifs mis à disposition par les autorités publiques peuvent être réutilisés à des fins commerciales ou non commerciales conformément aux conditions définies dans le présent décret.

Les documents résultant de la réutilisation doivent mentionner les sources et la date de la dernière mise à jour et respecter l'intégrité et la nature des documents administratifs mis à disposition. Les autorités publiques peuvent soumettre la réutilisation des documents administratifs à des conditions supplémentaires. Ces conditions ne peuvent cependant pas limiter indûment les possibilités de réutilisation, ni être utilisées pour restreindre la concurrence.

#### CHAPITRE IV. — *Demande de réutilisation et traitement*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La demande de réutilisation, qui doit être écrite, contient au moins l'identification précise du document administratif demandé, une description de la réutilisation qui en sera faite, la forme dans laquelle les informations recherchées devraient être mises à disposition, ainsi que la finalité poursuivie.

Par écrit visé à l'alinéa précédent, l'on entend : par courrier, télécopie, courrier électronique ou formulaire Web.

§ 2. Si l'obtention du document administratif requiert l'emploi d'une licence, l'autorité publique sollicitée par la demande de réutilisation envoie au demandeur un exemplaire standard dans les délais fixés par le Gouvernement. Les conditions contenues dans la licence ne limitent pas indûment les possibilités de réutilisation et ne sont pas utilisées pour restreindre la concurrence.

L'autorité publique peut, à tout moment et de manière unilatérale, mettre fin à la licence, sans donner droit à un quelconque dédommagement, si le demandeur ne respecte pas une ou plusieurs conditions de la licence.

L'autorité publique peut également, à tout moment et de manière unilatérale, mettre fin à la mise à disposition des documents administratifs, sans donner droit à un quelconque dédommagement, si le demandeur ne respecte pas une ou plusieurs conditions visées à l'article 5, deuxième et troisième alinéas.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure et les délais de traitement d'une demande de réutilisation ainsi que la forme des décisions.

#### CHAPITRE V. — *Conditions de réutilisation*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Si les documents administratifs sont disponibles, et s'ils peuvent être mis à disposition sous la forme demandée sans occasionner de frais inconsiderés, l'autorité publique les fournit sous cette forme, et si possible sous forme électronique.

Si les documents administratifs ne sont pas disponibles dans la forme demandée, l'autorité publique communique au demandeur, dans sa décision, la/les forme(s) sous laquelle/lesquelles les documents sont disponibles ou pourront être mis à disposition.

§ 2. Les autorités publiques ne sont pas tenues de poursuivre la production de documents administratifs en vue de la réutilisation de documents administratifs. Toutefois, en cas de refus de poursuite de la production, elles sont tenues de rendre leurs décisions publiques dans les meilleurs délais, notamment moyennant un lien sur le Portail de la Communauté française.

**Art. 8.** Lorsqu'une rétribution est prélevée, le total des coûts ne peut pas dépasser le coût de la collecte, de la production, de la reproduction et de la diffusion des documents, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable.

#### CHAPITRE VI. — *Recours*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de la réutilisation des documents administratifs, la Commission d'accès aux documents administratifs au sein de la Communauté française visée à l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration est compétente pour connaître des recours à l'encontre d'une décision de mise à disposition des documents administratifs, en cas de refus d'exécuter une décision, ou en raison de toute autre difficulté qui est rencontrée dans l'exercice des droits que confèrent le présent décret.

§ 2. La Commission exerce cette compétence en toute impartialité et neutralité. Lors du traitement des recours, elle ne peut recevoir aucune instruction.

**Art. 10.** Le recours doit être introduit par écrit dans un délai de soixante jours qui commence à courir à partir du fait qui engendre le recours.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. La commission qui reçoit un recours, le consigne sans délai dans un registre, avec mention de la date de réception.

La personne qui a formé le recours ainsi que l'autorité publique concernée ont un droit d'accès immédiat aux données de consignation du recours.

§ 2. La commission informe immédiatement l'autorité publique concernée du recours et envoie simultanément un avis de réception à la personne qui a formé le recours.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La Commission statue sur le recours dans les plus brefs délais et notifie sa décision par écrit à la personne qui a formé le recours et à l'autorité publique concernée dans un délai de trente jours au plus tard.

§ 2. Les décisions de la Commission sont publiques.

**Art. 13.** L'autorité publique concernée exécute la décision accueillant le recours dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans les quinze jours.

**Art. 14.** La Commission peut, lorsqu'elle est saisie d'un recours, consulter sur place toutes informations utiles ou se les faire communiquer par l'autorité publique concernée.

Elle peut entendre toutes les parties et tous les experts concernés et demander des informations complémentaires aux membres du personnel de l'autorité publique.

#### CHAPITRE VII. — *Non-discrimination, libre concurrence et transparence*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Toute condition applicable en matière de réutilisation des documents administratifs ne peut être discriminatoire pour des catégories comparables de réutilisation.

§ 2. Lorsque l'autorité publique réutilise des documents dans le cadre de ses activités commerciales étrangères à sa mission de service public, les conditions tarifaires et autres applicables à la fourniture des documents destinés à ces activités sont les mêmes que pour les autres utilisateurs.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les accords d'exclusivité de réutilisation sont interdits à moins qu'ils ne s'avèrent nécessaires pour la prestation d'un service d'intérêt général.

Si un droit d'exclusivité est accordé dans l'intérêt général, le bien-fondé de celui-ci fait l'objet, tous les trois ans au moins, d'un examen d'opportunité effectué par l'autorité publique qui a octroyé le droit d'exclusivité ou qui est titulaire du droit d'exclusivité.

§ 2. Tout droit exclusif de réutilisation, accordé après l'entrée en vigueur du présent décret, est rendu public à l'initiative de l'autorité qui l'accorde.

§ 3. Les droits de réutilisation exclusive qui ont été accordés avant l'entrée en vigueur du présent décret, hormis ceux bénéficiant de l'exception visée au § 1<sup>er</sup> du présent article, prennent fin à l'échéance de leur validité ou, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2008.

**Art. 17.** Les documents disponibles en vue d'une réutilisation, les conditions éventuelles dont les licences types ainsi que les rétributions éventuelles doivent être répertoriés et publiés.

La surveillance de cette obligation incombe au Secrétariat général du Ministère de la Communauté française ou, le cas échéant, aux fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public.

Le Gouvernement règle les modalités de cette surveillance.

Lorsqu'une rétribution est exigée, le demandeur peut, sur simple demande, être informé par l'autorité publique concernée de la base de calcul ainsi que des facteurs pris en compte dans le calcul de la rétribution.

#### CHAPITRE VIII. — *Disposition finale*

**Art. 18.** Le présent décret entre en vigueur à une date à déterminer par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 janvier 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 319-1. — Rapport, n° 319-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 23 janvier 2007.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 855

[C — 2007/29016]

**25 JANUARI 2007. — Decreet houdend omzetting van de Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Dit decreet zet de richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie om.

HOOFDSTUK II. — *Definities en toepassingsgebied*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° overheid :

a) De Franse Gemeenschap;

b) De publiekrechtelijke rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

c) De personen die, ongeacht hun vorm en aard :

— zijn opgericht met het specifieke doel te voorzien in de behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn, en

— rechtspersoonlijkheid hebben;

— en waarvan hetzij de activiteiten in hoofdzaak worden gefinancierd door de overheden of instellingen vermeld in a) of b), hetzij het beheer is onderworpen aan toezicht door deze laatste, hetzij de leden van het bestuursorgaan, het leidinggevend orgaan of het toezichthoudend orgaan voor meer dan de helft door die overheden of instellingen zijn aangewezen;

d) De verenigingen van één of meer overheden bedoeld in a) of c);

2° Bestuursdocument : elke voorstelling van akten, feiten of informatie alsook elke verzameling van die akten, feiten of informatie, ongeacht de drager (op papier of opgeslagen in elektronische vorm of als geluids-, beeld- of audiovisuele opname), die in het bezit is van de overheid.

Computerprogramma's zijn geen bestuursdocumenten;

3° Persoonsgegevens : elke informatie betreffende een natuurlijke persoon, geïdentificeerd of identificeerbaar in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

4° hergebruik : het gebruik van bestuursdocumenten waarover de overheden beschikken, voor andere commerciële of niet-commerciële doeleinden dan het oorspronkelijk doel binnen de publieke taak waarvoor de bestuursdocumenten zijn geproduceerd.

De uitwisseling van documenten tussen instellingen van de overheidssector met als enig doel de uitoefening van hun openbare taak is geen hergebruik;

5° Licentie : document dat door een overheid wordt uitgereikt en waarin de hergebruiksvoorwaarden worden vastgelegd voor beide partijen, namelijk de overheid die de documenten afgeeft en de begunstigde;

6° Beschikken over : in het bezit zijn van of een zekere controle hebben of beheerd worden voor een overheid.

**Art. 3. § 1.** Dit decreet is van toepassing op alle volledige en afgewerkte bestuursdocumenten waarover de overheden beschikken en die ze beslissen ter beschikking van derden te stellen met het oog op het hergebruik ervan. De overheden beschikken over een beoordelingsbevoegdheid op dat gebied.

§ 2. Dit decreet is niet van toepassing op :

1° bestuursdocumenten waarvan de verstrekking een activiteit is die niet valt onder de openbare taak van de betrokken overheid;

2° bestuursdocumenten waarvan de intellectuele-eigendomsrechten bij derden berusten;

3° bestuursdocumenten waartoe de toegang is uitgesloten op basis van de geldende toegangsregelingen, onder meer wegens :

— de bescherming van de nationale veiligheid, defensie of openbare veiligheid;

— statistisch geheim of handelsgeheim;

— gebrek aan persoonlijk belang als een persoonlijk belang aangetoond moet worden om toegang te krijgen tot de bestuursdocumenten.

4° bestuursdocumenten in het bezit van openbare omroepen of hun dochterondernemingen en van andere instellingen of hun dochterondernemingen ten behoeve van de vervulling van een publieke omroepstaak;

5° bestuursdocumenten in het bezit van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen en van onderzoeksinstituten, met inbegrip van organisaties die zijn opgericht voor de overdracht van onderzoeksresultaten;

6° bestuursdocumenten in het bezit van culturele instellingen.

De bestuursdocumenten die door een overheid onvoorwaardelijk ter beschikking worden gesteld, vallen niet onder het toepassingsgebied van dit decreet.

HOOFDSTUK III. — *Beginselen inzake het hergebruik van bestuursdocumenten*

**Art. 4.** Een bestuursdocument dat persoonsgegevens bevat, mag slechts hergebruikt worden voorzover de overheid de nodige voorzorgsmaatregelen heeft genomen om de identiteit te verbergen van de persoon op wie de persoonsgegevens betrekking hebben, meer bepaald door de informatie anoniem te houden, overeenkomstig de definitie opgenomen in artikel 1, 5° van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

**Art. 5.** De bestuursdocumenten die de overheden ter beschikking stellen, kunnen voor commerciële of niet commerciële doeleinden hergebruikt worden overeenkomstig de voorwaarden omschreven in dit decreet.

De documenten die uit het hergebruik voortkomen, vermelden de bronnen en de datum van de laatste bijwerking en nemen de integriteit en de aard van de ter beschikking gestelde bestuursdocumenten in acht.

De overheden kunnen het hergebruik van de bestuursdocumenten aan bijkomende voorwaarden onderwerpen. Deze voorwaarden mogen de mogelijkheden tot hergebruik niet nodeloos beperken noch gebruikt worden om de mededinging aan banden te leggen.

HOOFDSTUK IV. — *Verzoek om hergebruik en behandeling*

**Art. 6. § 1.** Het verzoek om hergebruik, dat schriftelijk ingediend moet worden, bevat op zijn minst de nauwkeurige identificatie van het aangevraagde bestuursdocument, een omschrijving van het hergebruik dat ervan gemaakt zal worden, de vorm waarin de gezochte gegevens ter beschikking zouden moeten worden gesteld, alsook de nagestreefde finaliteit.

Onder schriftelijke indiening bedoeld in vorig lid, wordt verstaan: een brief, een telekopie, een e-mail of een Web-formulier.

§ 2. Als het verkrijgen van het bestuursdocument het gebruik van een licentie vereist, stuurt de overheid waaraan het verzoek om hergebruik gericht wordt een standaardexemplaar naar de aanvrager binnen een termijn die door de Regering wordt vastgelegd. De voorwaarden vervat in de licentie mogen de mogelijkheden tot hergebruik niet nodeloos beperken noch gebruikt worden om de mededinging aan banden te leggen.

De overheid kan de licentie op elk ogenblik en eenzijdig opzeggen, zonder recht te geven op een schadevergoeding, als de aanvrager niet voldoet aan één of verschillende voorwaarden van de licentie.

De overheid kan ook op elk ogenblik en eenzijdig een einde maken aan de terbeschikkingstelling van de bestuursdocumenten, zonder recht te geven op een schadevergoeding, als de aanvrager niet voldoet aan één of verschillende voorwaarden bedoeld in artikel 5, tweede en derde lid.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure en de termijn voor de behandeling van een verzoek om hergebruik alsook de vorm van de beslissingen.

HOOFDSTUK V. — *Hergebruiksvoorwaarden*

**Art. 7. § 1.** Als de bestuursdocumenten beschikbaar zijn en zonder buitensporige kosten in de gevraagde vorm ter beschikking gesteld kunnen worden, worden ze door de overheid verstrekt in die vorm, indien mogelijk langs elektronische weg.

Als de bestuursdocumenten niet beschikbaar zijn in de gevraagde vorm, geeft de overheid de verzoeker in haar beslissing, kennis van de vorm(en) waarin de documenten beschikbaar zijn of ter beschikking gesteld kunnen worden.

§ 2. De overheden zijn niet verplicht de productie van bestuursdocumenten voort te zetten met het oog op het hergebruik ervan. Als ze weigeren de productie voort te zetten, zijn ze echter verplicht hun beslissingen zo spoedig mogelijk bekend te maken, inzonderheid via een link op het portaal van de Franse Gemeenschap.

**Art. 8.** Wanneer een vergoeding wordt verlangd, mogen de totale kosten niet hoger zijn dan de kosten voor de verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding van documenten, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen.

HOOFDSTUK VI. — *Beroep*

**Art. 9. § 1.** In het kader van het hergebruik van bestuursdocumenten, is de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten binnen de Franse Gemeenschap, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur, bevoegd voor de beroepen ingesteld tegen een beslissing tot terbeschikkingstelling van bestuursdocumenten, in geval van weigering tot uitvoering van een beslissing, of wegens elke andere moeilijkheid tegengekomen bij de uitoefening van de rechten waarin dit decreet voorziet.

§ 2. De Commissie oefent die bevoegdheid onpartijdig en neutraal uit. Tijdens de behandeling van de beroepen mag ze geen enkele onderrichting krijgen.

**Art. 10.** Het beroep wordt schriftelijk ingediend binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen vanaf het feit dat aanleiding geeft tot het beroep.



**Art. 11.** § 1. Als de Commissie een beroep ontvangt, neemt ze het onmiddellijk op in een register, met melding van de datum van ontvangst.

De persoon die het beroep heeft ingesteld en de betrokken overheid hebben recht op rechtstreekse toegang tot de opgenomen gegevens met betrekking tot het beroep.

§ 2. De Commissie geeft de betrokken overheid onmiddellijk kennis van het beroep en stuurt tegelijkertijd een bericht van ontvangst naar de persoon die het beroep heeft ingesteld.

**Art. 12.** § 1. De Commissie spreekt zich zo spoedig mogelijk uit over het beroep en deelt haar beslissing binnen uiterlijk dertig dagen schriftelijk mee aan de persoon die het beroep heeft ingesteld en aan de betrokken overheid.

§ 2. De beslissingen van de Commissie zijn openbaar.

**Art. 13.** De beslissing waarbij het beroep is aangenomen, wordt zo spoedig mogelijk, uiterlijk binnen de vijftien dagen, door de betrokken overheid uitgevoerd.

**Art. 14.** Wanneer een beroep aanhangig wordt gemaakt bij de Commissie, kan die ter plaatse inzage nemen van alle nuttige gegevens of ze zich door de betrokken overheid laten verstrekken.

Ze kan alle betrokken partijen en deskundigen horen en de personeelsleden van de overheid verzoeken om aanvullende gegevens.

#### HOOFDSTUK VII. — *Discriminatieverbod, vrije concurrentie en transparantie*

**Art. 15.** § 1. Elke voorwaarde voor het hergebruik van bestuursdocumenten mag niet discriminerend zijn voor vergelijkbare categorieën van hergebruik.

§ 2. Als de overheid documenten hergebruikt in het kader van haar handelsactiviteiten die buiten haar publieke taak vallen, zijn de tariefvoorwaarden en andere voorwaarden die toepasselijk zijn op de verstrekking van de voor die activiteiten bestemde documenten dezelfde als voor de overige gebruikers.

**Art. 16.** § 1. De exclusiviteitsregelingen inzake hergebruik zijn verboden tenzij blijkt dat ze noodzakelijk zijn voor het verlenen van een dienst van algemeen belang.

Als een exclusiviteitsrecht verleend wordt in het algemeen belang, dient de overheid die het exclusiviteitsrecht heeft verleend of die er houder van is minstens om de drie jaar na te gaan of de redenen daarvoor nog steeds geldig zijn.

§ 2. Elk exclusief recht op hergebruik verleend na de inwerkingtreding van dit decreet wordt bekendgemaakt op initiatief van de overheid die het verleent.

§ 3. De exclusieve rechten op hergebruik die zijn verleend vóór de inwerkingtreding van dit decreet, behalve deze die in aanmerking komen voor de uitzondering bedoeld in § 1 van dit artikel, vervallen na afloop van de geldigheidsduur ervan of, in ieder geval, uiterlijk op 31 december 2008.

**Art. 17.** De documenten die beschikbaar zijn voor hergebruik, de eventuele voorwaarden, waaronder de standaardlicenties, alsook eventuele vergoedingen, worden in een register opgenomen en bekendgemaakt.

Het toezicht op de naleving van die verplichting wordt uitgeoefend door het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of, in voorkomend geval, door de leidende ambtenaren van de instellingen van openbaar nut. De nadere regels voor de uitoefening van dat toezicht worden door de Regering vastgesteld.

Als een vergoeding vereist wordt, kan de aanvrager, op gewoon verzoek, door de betrokken overheid in kennis worden gesteld van de berekeningsbasis, alsook van de factoren die in aanmerking genomen worden bij de berekening van de vergoeding.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepaling*

**Art. 18.** Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vast te stellen datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 januari 2007.

De Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 319-1. — Verslag, nr. 319-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 23 januari 2007.